Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par Laurent Garcia le 2 mars 2021

Département : les élus de gauche interpellent le président



Dans une lettre ouverte à Maurice Chabert, le président du Conseil départemental de Vaucluse, les élus du Groupe Socialiste – Europe Ecologie les Verts – Parti Communiste – Divers Gauche interpellent ce dernier sur les politiques publiques du Département et les relations aux agents.

« En 2016, la nouvelle majorité a mis en route une réorganisation avec manifestement une double intention : mettre fin à l'organisation qui représentait encore beaucoup trop l'ancienne mandature et définir une nouvelle stratégie d'implantation territoriale des politiques du département, en particulier dans le domaine de l'action sociale. Force est de constater au regard de ce que nous exposent les organisations syndicales que depuis 4 ans, cette stratégie aboutit à un double échec : grandes difficultés d'exercice de leurs missions pour les agents et défaut de protection pour les usagers de notre service public », constate les élus du Groupe Socialiste – Europe Ecologie les Verts – Parti Communiste – Divers Gauche dans un courrier co-signé par Darida Belaïdi, Gisèle Brun, Sylvie Fare, Delphine Jordan, Sophie Rigaut, Noëlle Trinquier, Xavier Bernard, André Castelli, Jean-François Lovisolo et Max Raspail.

Des signaux d'alerte bien avant la crise

Les élus d'opposition estiment également que « les agents se sentent dépossédés de leur expertise sociale ou médico-sociale, ils disposent de moins de temps pour la prévention, moins de temps auprès des bénéficiaires, le cœur de leur métier. Ajouté à cela un glissement des responsabilités, plus de situations à

Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Ecrit par Laurent Garcia le 2 mars 2021

risque à traiter, l'alerte sur les risques psychosociaux pour les agents est donnée depuis bien avant la crise sanitaire. Les ruptures de protection de l'enfance, notamment l'impossibilité d'assurer les mesures de suivi à domicile de manière soutenue, conformément aux décisions de placements administratifs nous alertent particulièrement. »

Mettre les moyens à la mesure des enjeux

« Au regard de cette situation, notre groupe a jugé nécessaire de rencontrer les organisations syndicales et d'échanger sur les préoccupations des personnels, poursuivent les signataires de la lettre. Cela nous est apparu d'autant plus important que notre collectivité, comme toutes celles du pays, se confronte au bouleversement que provoque dans la population la crise sanitaire. Dans cette crise, l'amplification des violences intrafamiliales (+11% selon les chiffres du ministère de l'Intérieur) nécessite une solidarité professionnelle qui est celle des politiques publiques du département. Elle nécessite d'y mettre les moyens à la mesure des enjeux. »

Réponse insatisfaisante

« Dans cette situation, concluent les 10 conseillers départementaux, nous ne pouvons nous satisfaire de la réponse faite par le président du Conseil départemental et nous demandons à ce que s'engage une révision des dispositifs en concertation avec les professionnels au plus près du terrain, avec une attention soutenue dans le secteur de la protection de l'enfance. »

Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !